

Lettre à tous les enseignants de France

Le 5 septembre 2011

Chers collègues,

Un de plus !

Dans le Loir-et-Cher, un enseignant, Philippe Wain, vient d'être déplacé d'office dans « l'intérêt du service » parce qu'il refusait d'utiliser le fichier Base-élèves et de mettre en place les évaluations nationales. En réalité cette mutation répond à un double objectif : sanctionner l'enseignant et affaiblir une classe unique de 17 élèves en vue de sa suppression.

Ce déplacement a été décidé arbitrairement par l'Inspectrice d'Académie en dehors de tout cadre réglementaire ! Cet arrêté devient de fait nul et non avenu. Celui-ci fait suite à un autre arrêté retirant la fonction de « directeur » à notre collègue qui n'est que « chargé d'école ». Cette confusion rend cet autre arrêté illégal.

De telles décisions ne rappellent-elles pas dangereusement les lettres de cachet des rois absolus ?

Mais Philippe Wain n'est pas le seul à subir cette répression, bien au contraire !

Entre 2009 et 2011, combien d'enseignants et de directeurs d'école ont été ainsi sanctionnés parce que leur éthique professionnelle et citoyenne leur faisait devoir de ne pas participer à la casse de notre École Publique ?

Alors oui ! Ils refusent le fichier Base-élèves (contraire aux principes de la Convention internationale des droits de l'enfant et dénoncé par la commission des droits de l'enfant de l'ONU), les absurdes et inutiles évaluations nationales et leur pilotage par les chiffres, mais aussi la stigmatisation des élèves en difficulté par l'aide personnalisée, la suppression des RASED, les milliers de suppressions de postes, l'abandon de la formation initiale et continue...

Ces collègues ont subi toute la gamme des sanctions ou des intimidations : pressions par téléphone ou par courriers à la limite du harcèlement, convocations devant les Inspecteurs d'Académie, retraits de salaires, inspections commandées, blâmes, retraits de fonction de direction et mutations d'office.

Jusqu'à quand allons-nous accepter ces politiques destructrices de notre École et de nos valeurs ?

Jusqu'à quand allons-nous accepter que les règles de l'économie mondiale orientent les politiques éducatives ?

Jusqu'à quand, enfin, allons-nous accepter d'être traités par le mépris ?

Chers collègues, il suffirait de quelques actions collectives pour relever la tête et remettre en cause toutes ces réformes, actions qui ne nuiraient aucunement à nos élèves.

Par exemple, bloquer les remontées des évaluations nationales, comme de nombreux syndicats le proposent. Que ferait l'Administration devant cette action massive ? Rien, sinon ne pas verser les primes de 400 €. Mais allons-nous nous mettre à genoux pour 400 € ?

Résister, c'est créer ; créer, c'est résister !

Tout est à inventer pour s'opposer à cette politique du bulldozer. Les premiers enseignants désobéisseurs ont dû faire preuve d'imagination pour résister à ces réformes qui visent à faire entrer l'Éducation nationale dans l'économie de marché, et non à améliorer les connaissances des élèves.

Il nous faut rester debout.

Redressons-nous !

Rapprochons-nous des syndicats et des collectifs qui organisent la résistance :

- [le Comité de soutien à Philippe Wain](http://comitesoutien-philippewain.resistancepedagogique.org) (<http://comitesoutien-philippewain.resistancepedagogique.org>);
- [le Réseau des enseignants du primaire en résistance](http://resistancepedagogique.org) (<http://resistancepedagogique.org>);
- [le CNRBE \(Collectif National de Résistance à Base-élèves\)](http://retraitbaseeleves.wordpress.com) (<http://retraitbaseeleves.wordpress.com>);
- [l'ICEM \(Institut Coopératif de l'École Moderne – pédagogie Freinet\)](http://www.icem-pedagogie-freinet.org) (<http://www.icem-pedagogie-freinet.org>).